Conseil Départemental, séance du 19 juin 2025

Délibération 3.12
Compte rendu de la gestion de la dette départementale et de la trésorerie 2024

Délibération 3.13
Compte Financier Unique 2024

Délibération 3.14
Affectation des résultats 2024

Intervention de Séverine BOTTE

Monsieur le Président,

Le Compte Financier Unique pour l'année 2024 constitue le bilan de notre exercice budgétaire départemental et la première conclusion qui s'impose à sa lecture, c'est que la situation est grave.

Ce document vient malheureusement confirmer nos alertes : nous sommes au bord du gouffre. Les départements et leurs missions de service public, de solidarité sociale et territoriale, sont véritablement en danger.

Il ne faudra sans doute pas longtemps avant qu'on nous invite à disparaître, à nous dissoudre, sous prétexte de simplification et d'économies d'échelle. Bientôt, on nous expliquera qu'il est nécessaire de réduire le mille-feuille administratif pour le transformer en « pain perdu ».

Notre groupe, résolument à Gauche, n'a eu de cesse de dénoncer cette dérive, conseil après conseil, depuis 2017, en apportant des arguments et des contre-propositions.

2017, première année du mandat Macron, où l'on nous avait vendu l'illusion d'une « fin du clivage politique » entre la Gauche et la Droite. Aujourd'hui, il ne fait plus de doute que ce discours n'était qu'un leurre, et qu'il a contribué à fragiliser davantage une démocratie désormais réellement menacée.

Mais pour vous autres, mes collègues qui siégez à la droite du Président, je mesure à quel point cette fin de Macronie est source de déception, de frustration, de désillusions… 8 ans plus tard, nous n'avons plus les moyens de garantir nos politiques publiques ! Et quand je dis nos, c'est aussi vrai pour vos politiques publiques. Quelle ingratitude !!

Les collectivités locales sont aujourd'hui asphyxiées, et François Bayrou n'hésitera pas, avec le prochain budget de l'État, à leur serrer un peu plus la gorge.

Nos services publics sont au bord de l'implosion. Les ministères lancent de grands plans d'urgence comme pour la santé mentale la semaine dernière… Mais sans budget réel pour les soutenir.

Et pendant ce temps-là, des sénateurs aux ordres des plus riches, viennent de priver les finances publiques de 20 Milliards d'euros par an. Ces sommes auraient pourtant été simples à récolter, en taxant seulement 1.800 contribuables très fortunés, sans que cela ait un impact sur leur quotidien. Mais cette justice fiscale, bien sûr, on préfère l'oublier.

Il est difficile de ne pas s'interroger sur l'avenir de notre modèle. La "Start-up Nation", la France des "tous propriétaires" et de l'argent qui doit ruisseler mais s'évapore vers les strates déjà friquées… Quelle belle vision du pays ! À l'opposé, pour tous les autres, c'est le serrage de ceinture.

Quant aux chiffres, ils parlent d'eux-mêmes :

- Des recettes d'investissement en hausse, certes, mais avec un niveau d'emprunt qui augmente également… On ne se désendette plus et Moody's ne nous parle plus.
- Des dépenses d'investissement qui chutent de 20% par rapport aux prévisions du budget 2024. Le taux de réalisation des investissements est à peine supérieur à 50%.
- Les recettes et les dépenses de fonctionnement sont stables, là où elles devraient logiquement augmenter pour maintenir nos engagements.
- Un excédent d'exercice tellement dérisoire que nous avons même hésité, par solidarité, à voter l'affectation du résultat 2024.
- Enfin, pour la première fois, il a fallu reprendre par anticipation le résultat 2024 pour équilibrer le budget 2025, dès le mois de mars.

Il est clair que l'action politique locale ne peut pas être dissociée des orientations nationales. Tant que le cadre budgétaire, déjà désastreux pour notre département et nos communes, ne sera pas réévalué, nous serons dans une impasse. Et avec cette impasse, c'est la démocratie elle-même qui est en danger.

Nous aurions pu, bien sûr, vous dire que si nos propositions avaient été écoutées, nous serions peut-être au même point de tension budgétaire. En sachant que tout dépend aussi de la mobilisation des uns et des autres pour desserrer l'étau budgétaire.

Mais au moins, nous aurions pu avancer sur des sujets concrets : garantir un médecin pour chaque citoyen, offrir une indemnité d'autonomie pour nos jeunes, créer un service public unifié pour nos AESH, et bien d'autres mesures de justice sociale. Tout cela aurait permis de marquer la différence entre une gestion qui consiste à faire tourner la machine, et un véritable changement.

Pour ces raisons, Monsieur le Président, nous nous abstiendrons sur ces 3 délibérations.